

Module 4 Video Class 4 - Interview with Luis Felipe Lopez-Calva.mp4

(French)

Bonjour. Bienvenue dans cette vidéo, l'une des dernières de notre cours, "Journalisme en temps de pandémie : Couvrir le COVID-19 maintenant et dans l'avenir". Maintenant, nous parlons du monde de demain. Et l'une des questions les plus importantes à cet égard est de savoir à quoi ressembleront les impacts sociaux et économiques du COVID-19. Pour explorer cela, nous allons parler à Luis Felipe Lopez-Calva. Il est directeur régional du Programme des Nations Unies pour le développement et secrétaire général adjoint des Nations Unies. Directeur Lopez-Calva, merci beaucoup d'avoir rejoint ce cours.

Merci pour l'invitation.

Donc, la première chose que j'aimerais vous demander est juste de nous dire quels sont les principaux impacts socio-économiques du COVID-19 qui ont été perçus ou constatés jusqu'à présent ?

Je pense que c'est différent d'une région à l'autre. Donc, la première chose que je dirais, c'est que, comme vous le savez, le contrôle de la pandémie — à cause de l'incertitude, de l'ampleur et de l'endroit où se trouvent les principaux points chauds en termes de contagion — a mené à un confinement complet dans de nombreux cas. Dans la région latino-américaine, en Europe, dans de nombreux cas, il y a eu des mesures très strictes de confinement, et comme l'a dit l'économiste Nobel Paul Krugman, « C'est comme mettre l'économie dans un coma provoqué ». Donc, d'une certaine façon, vous fermez tout, pour que les gens puissent rester à la maison et que vous puissiez identifier les points chauds et essayer de contrôler la pandémie.

Donc, l'urgence sanitaire devient fondamentalement l'élément le plus important, et vous arrêtez l'économie. Comment cela affecte-t-il les gens, comme vous le demandez ? Certes, l'économie se contracte... Mais dans de nombreux cas, ce qui se passe, c'est que toute la dépense est contractée, de sorte que les entreprises commencent à avoir des problèmes de liquidités, ne peuvent pas payer de salaires. Finalement, elles doivent virer des gens. Donc toute la fibre économique, disons, ou la structure économique commence à être endommagée.

Donc les gens commencent concrètement à perdre leur emploi, perdent leurs salaires. Et certains d'entre eux ont des économies pour y faire face, mais beaucoup d'entre eux non. Ainsi, de grands groupes de population sont touchés très durement par ces situations, surtout les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu où, par exemple, nous n'avons pas d'assurance-chômage et où nous avons des mécanismes très limités pour protéger ces personnes. Les gouvernements sont réactifs, mais même avec cette réaction, en essayant de transférer un revenu à la population, le principal impact reste la pauvreté monétaire.

Donc, en Amérique latine, si l'on prend les seuils de pauvreté nationaux, on prévoit que près de 30 millions de personnes reviendront dans la pauvreté après une période de réduction de la pauvreté pendant 15 ans. Si vous regardez des niveaux très, très bas, comme ce que la Banque mondiale appelle « l'extrême pauvreté », qui est de 1,9 dollar par jour et par personne, ce qui est une pauvreté monétaire très importante, en Afrique subsaharienne, près de 24 millions de personnes atteindront ce niveau d'extrême pauvreté. C'est le principal impact de la pandémie dans un premier temps.

Ensuite, il faut se pencher sur l'éducation. Les établissements éducatifs sont également fermés. Dans de nombreux cas, vous pouvez faire des technologies en ligne, comme nous faisons. Mais dans de nombreux pays, des groupes de population n'ont pas accès à ce type de mécanisme. Et donc il y a dans un deuxième temps un grand impact sur la capacité des individus, des enfants, des jeunes à poursuivre leur scolarité. Et ces retards, bien sûr, peuvent éventuellement être récupérés, certes avec un coût, mais beaucoup de gens prédisent que cela conduira à des abandons. Les enfants et les jeunes sont découragés, et ils peuvent abandonner. Donc, nous ne savons toujours pas exactement, mais je pense que le deuxième grand impact sera sur l'éducation, le capital humain pour les sociétés.

Et bien sûr, si nous commençons à examiner les faillites et les entreprises qui n'ont pas la capacité de payer leurs prêts, et ainsi de suite, nous verrons aussi un grand impact sur le secteur financier. Donc nous avons ces trois aspects et peut-être d'autres, mais trois aspects très importants suivant lesquels la pandémie frappera vraiment les économies et les individus très durement.

Merci pour cette réponse détaillée. Merci beaucoup. En examinant ces impacts que vous venez de décrire, est-ce qu'un impact donné touche plus ou moins une région du monde donnée ? Y a-t-il des endroits où les petites entreprises ont été plus touchées que les flux de capitaux, ou le commerce, peut-être ?

Selon les prévisions de la Banque mondiale, en termes d'augmentation de la pauvreté, l'Afrique est durement touchée. Je dirais qu'en termes d'impacts économiques, comme nous le voyons, l'Europe est touchée, mais pas avec un si grand effet de pauvreté parce qu'ils ont des mécanismes de protection des personnes comme l'assurance-chômage... Mais je voudrais souligner un point sur les pays à revenu intermédiaire. La région où je travaille, en Amérique latine et dans les Caraïbes, comporte principalement ce que nous appelons des pays à revenu intermédiaire. C'est également une région qui n'a pas été en mesure de consolider les sociétés de la classe moyenne. Car il ne faut pas considérer qu'un pays à revenu intermédiaire a une classe moyenne forte. Il y a des pays à revenu intermédiaire avec d'importantes populations vulnérables. Parce qu'ils sont coincés dans l'économie informelle, il y a beaucoup de gens qui dépendent de leur capacité quotidienne à sortir et à générer un certain revenu.

En même temps, les pays à revenu intermédiaire ne sont pas éligibles à un financement concessionnel, par exemple. Or la réponse que le FMI et la Banque mondiale ont conçue pour essayer d'alléger la dette des pays est principalement axée sur les pays à faible revenu et les pays moins développés, mais les mesures ne s'appliquent pas aux pays à revenu intermédiaire. Les pays à revenu intermédiaire ont donc réagi à tous ces effets que j'ai mentionnés précédemment, en essayant de protéger les gens, de transférer de l'argent aux gens, de protéger les entreprises en donnant des lignes de crédit, de fournir des liquidités. Tout ceci impacte leur capacité financière sans qu'ils bénéficient d'allègements en termes d'accès au financement. Nous prévoyons donc une situation financière très sérieuse pour ce grand groupe de pays à revenu intermédiaire, car ils manqueront certainement de capacité à réagir faute de marge de manœuvre budgétaire.

Je dirais donc qu'en termes de situation macroéconomique, les pays à revenu intermédiaire seront durement touchés, surtout si cette crise dure longtemps. Et à très court terme, je dirais que les régions avec beaucoup d'économie informelle et une faible capacité de réaction comme l'Afrique sub-saharienne subiront un impact sur le niveau de pauvreté des populations.

C'est vraiment fascinant pour moi ce que vous dites au sujet de la mesure dans laquelle une économie nationale peut être composée de salariés essentiellement informels, et la part de PIB d'un pays que cela peut représenter. Et cela signifie que si les gens sont des salariés informels, ils ne sont pas inscrits dans un système national qui pourrait tenter de créer un filet de sécurité. Y a-t-il d'autres complexités là-dedans ? Je ne sais pas si on vous l'a dit, mais nous avons des étudiants de plus de 160 pays dans ce cours, près de 10 000 étudiants à ce stade, je crois, et beaucoup d'entre eux viennent certainement de pays où les revenus informels et les structures informelles de revenu sont très importants.

Certainement, je pense que l'un des aspects structurels fortement corrélés avec l'impact de cette crise sera la taille du secteur informel. Alors qu'est-ce que ça veut dire ? Cela signifie qu'en Amérique latine, le niveau le plus bas serait disons l'Uruguay, avec entre 25 à 30 pour cent de main-d'œuvre informelle. Mais ensuite, vous montez à 60 ou 70 pour cent d'emplois qui sont formels, mais qui travaillent dans de très petites entreprises dont les niveaux de productivité sont très faibles, et qui ne sont pas enregistrés, comme vous dites. Cela signifie que ces personnes, les travailleurs de ces entreprises, n'ont pas accès à la protection sanitaire de base, à la protection sociale, à la retraite et à tous ces éléments. D'une part.

Et d'autre part ces entreprises ne cotisent pas dans la plupart des cas parce qu'elles ne sont pas enregistrées dans le système fiscal de l'État. Cela crée également des États très faibles du point

de vue budgétaire, de sorte que leur capacité de réaction est également plus faible. Mais cela implique aussi les travailleurs indépendants. Les gens qui sont des plombiers, des ouvriers de la construction, et jusqu'aux professionnels qui travaillent aussi à leur compte. Et dans de nombreux cas, ils ne sont pas enregistrés non plus. Ils n'ont donc pas ces mécanismes pour se protéger du choc, à moins qu'ils ne disposent d'économies, ce qui n'est pas en fait la situation la plus courante, en particulier pour ceux qui ont des revenus plus faibles.

Donc, ce niveau d'informalité est très important. Mais dans ce contexte d'informalité, je tiens à souligner que les femmes sont surreprésentées. Fondamentalement, en raison du manque de garderies fournies par le secteur public et de l'absence d'un système qui soutient les garderies, de nombreuses femmes n'ont pas la possibilité de travailler à temps plein, ou de travailler et d'élever leur famille. Les femmes sont donc particulièrement surreprésentées dans cette situation informelle d'emplois très vulnérables. En ce sens, les femmes deviennent un groupe très vulnérable en termes d'impact économique de cette crise.

J'apprécie vraiment cette attention à la question du genre dans votre analyse. Merci beaucoup. Il est important pour nous de garder à l'esprit, alors que nous examinons l'avenir des prochaines années, que les fardeaux de cette situation reposent inégalement, non seulement sur les nations et les types de salariés, mais aussi sur les personnes au sein de la famille et au sein de la société. Je voudrais vous demander s'il y a quelque chose que vous pouvez dire à ce stade sur l'équilibre entre les risques de dévastation économique et de ralentissement, et les mesures qui semblent nécessaires pour empêcher la propagation de la maladie ? Comment commencer à penser à réouvrir les économies et à équilibrer ce risque par rapport à la nécessité de faire circuler l'argent ?

Il y a beaucoup de discussions dans la sphère publique sur le compromis entre la vie et les moyens de subsistance. Donc, l'idée est soit de protéger des vies, soit de protéger des emplois, et je pense que l'étendue de ce compromis dépend vraiment de la capacité des économies et des sociétés à fournir plusieurs choses. D'abord, des tests à grande échelle. C'est très important, nous le savons, pour identifier précisément les points chauds sans avoir à fermer toute l'économie. Si vous pouvez vraiment tester de manière systématique, vous pouvez être plus stratégique quant à ce qu'il faut arrêter. Et bien sûr, c'est lié aussi à la capacité des systèmes de santé. S'il n'y avait pas de contrainte en termes de capacité des systèmes de santé, nous aurions beaucoup plus de marge face à cette pandémie.

Le deuxième élément est la capacité financière des gouvernements, comme je l'ai déjà mentionné. Dans quelle mesure vous pouvez réellement soutenir les entreprises, soutenir les particuliers par le biais de mécanismes fiscaux, afin que vous puissiez réellement faire face à une crise, contrôler les éléments de santé, puis rouvrir. Mais l'autre est la capacité, comme vous l'avez dit, de rouvrir stratégiquement et de déterminer et de faire respecter les normes de sécurité.

Alors, quels sont ces secteurs ? Je peux vous dire, par exemple, qu'il y a eu un gouvernement récent avec lequel j'ai eu une discussion en Amérique latine, et dans le bureau du président, le bureau des affaires stratégiques du président, ils ont un tableau de bord très sophistiqué où ils ont les secteurs qui fournissent plus d'emplois et plus de valeur ajoutée à l'économie. Et dans l'autre, ils suivent effectivement le risque de contagion, et ils commencent à rouvrir très attentivement l'économie, en examinant ceux qui ont un impact élevé en termes de reprise économique, mais aussi ceux qui présentent un risque relativement faible. Et ils cherchent quel genre de conditions établir pour essayer de rouvrir.

Par exemple, l'industrie de la construction d'infrastructures opère en extérieur. C'est dans un espace ouvert, où il est relativement facile d'établir des règles et de contrôler les gens qui vont dans le chantier et en sortent. Eh bien, peut-être que vous pouvez ouvrir ce genre de secteur avec tous ces contrôles. Mais peut-être que dans le divertissement, ou les cinémas, ou les centres commerciaux, c'est plus compliqué- parce que ce sont des zones de contagion ou des sources de contagion, potentiellement, et pourraient vraiment créer une nouvelle vague de contagion. Là il faut être plus prudent.

Donc, cette réflexion minutieuse sur les secteurs et les normes permettant de rouvrir est très importante pour essayer de retrouver la dynamique économique sans courir le risque d'une

nouvelle vague de contagions. Pour cela il faut des compétences au sein des gouvernements. Et c'est un élément, par exemple, dans lequel nous, en tant que Programme des Nations Unies pour le Développement, avons essayé d'appuyer les gouvernements, avec d'autres organisations multilatérales, et des collègues qui ont essayé d'apporter de l'expertise.

Ainsi, nous avons, par exemple, un très bon accord récent avec une organisation nommée GrandATA qui utilise tous les appareils mobiles, parfois ils utilisent des téléphones cellulaires ou d'autres types d'appareils, pour essayer d'identifier (anonymement, bien sûr) les groupes de personnes et le niveau de mobilité dans les différents quartiers de la ville. Nous essayons donc d'utiliser ce type de données pour conseiller les gouvernements afin de voir où le confinement sera plus efficace, où la mobilité peut être assouplie. Donc c'est un élément que nous avons, l'utilisation de la technologie, pour faire appliquer les restrictions de mobilité, ou la production de connaissances, car il y a un manque de connaissances. Donc nous développons des documents de politique qui sont produits très rapidement, pour essayer de fournir aux gouvernements des conseils et des connaissances sur la façon d'analyser et de réagir à cette crise.

Il y a donc un grand besoin de capacité, en termes de connaissances, en termes de finances, en termes de capacité de mise en œuvre des gouvernements, et dans la mesure où vous pouvez combler ces lacunes, vous pouvez rouvrir l'économie avec des niveaux de risque plus faibles.

Nous avons donc parlé des désavantages des pays à revenu faible et intermédiaire en raison de la structure de leurs secteurs de revenus, en raison de leur manque relatif de capitaux. Mais je me demande s'il y a des aspects par lesquels les pays à revenu faible ou intermédiaire seraient moins défavorisés dans cette crise. Par exemple, nous avons parlé de la façon dont, dans les régions où la tuberculose est encore présente, tout le monde sait comment faire du traçage de contacts. Ce n'est pas une compétence qui a disparu de la culture comme elle l'a fait aux États-Unis, par exemple. Et il y a des pays qui peuvent avoir un avantage économique parce qu'ils accueillent les sites de fabrication de médicaments, même si ces sites appartiennent à d'autres pays. D'autres idées dans ce sens ?

En général, je dirais qu'il pourrait y avoir certains avantages, par exemple à l'intérieur d'un pays, vous pouvez penser, et c'est souvent le cas, que le secteur rural est moins exposé et que l'économie rurale peut continuer à fonctionner parce qu'elle n'est pas si dépendante des agglomérations et de concentrations importantes. Ainsi, le secteur rural, par exemple, pourrait être plus protégé, et peut-être pourriez-vous rouvrir le secteur rural plus rapidement. Et il s'agit généralement d'économies plus rurales, si l'on parle des pays à revenu relativement faible, qui pourraient donc être considérées comme moins touchées, et c'est un critère objectif.

Mais dans l'ensemble, je pense que l'effet net d'être pauvre dans cette crise n'est pas positif, surtout parce qu'il interagit avec les autres contraintes que j'ai mentionnées précédemment. Le manque de capacité des gouvernements. Le manque de financement. Donc, en fin de compte, le fait d'avoir des revenus plus faibles, même si cela présente peut-être certains avantages comme ceux que vous mentionnez, n'est pas un avantage dans l'ensemble. Ces pays auront besoin de beaucoup de soutien.

Et dans un pays aussi, les groupes à faible revenu, plus vulnérables, nécessiteront une réponse vraiment très proactive de la part des gouvernements. Sinon, cette crise va aggraver les inégalités déjà existantes. Vous avez mentionné tous ces chocs qui affectent différents groupes de la population. Mais il faut reconnaître qu'avant la crise, il y avait aussi de nombreux problèmes structurels, de sorte que ces crises ne font qu'exacerber ce problème structurel. Ce n'est pas la cause principale de beaucoup de ces problèmes, mais c'est en fait l'interaction de cette crise avec les inégalités structurelles existantes, les faibles niveaux de productivité et la faiblesse de la situation financière des gouvernements. Donc tout cela est exacerbé, et par exemple, lorsque nous parlons d'éducation, l'inégalité est très claire : ceux qui sont pauvres ont moins accès à ce type de technologie, de sorte qu'ils ont moins accès à l'éducation continue.

Donc, dans certains cas, nous envisageons toutes les technologies — si on peut dire — comme la télévision ou même la radio pour essayer de poursuivre l'éducation de certains groupes qui ne peuvent pas avoir accès au net. Ces types de solutions sont donc nécessaires, même si elles semblent sortir du passé. Maintenant, elles sont devenues un moyen d'essayer de surmonter ces

inégalités et d'essayer de réduire l'impact de la crise. Mais certainement, nous allons voir ces inégalités s'aggraver, et je pense qu'une partie de la réponse politique devrait être d'essayer d'avancer vers la reprise et plutôt que de creuser ces inégalités, d'essayer de créer une nouvelle normalité plus inclusive. Mais il n'y a pas de solutions faciles pour cela.

Permettez-moi de vous poser la question suivante : alors que les sociétés commencent inévitablement à rouvrir parce que les économies ne peuvent pas être gelées aussi longtemps, quels seront les indicateurs que vous recherchez qui vous indiqueront que les préoccupations sociales et économiques sont adéquatement équilibrées ?

Premièrement, il est nécessaire, comme je l'ai déjà dit, d'identifier quels secteurs peuvent avoir un multiplicateur économique plus élevé, comme nous disons. Autrement dit être des moteurs de récupération rapide. Et équilibrer cela, ou contrôler cela, avec le niveau de risque. Il s'agit d'un élément très important. Si nous pouvons avoir des indicateurs objectifs de secteurs qui peuvent être des moteurs de reprise avec des niveaux de risque relativement faibles... J'ai mentionné la construction d'infrastructures, par exemple. Ou peut-être des secteurs ruraux dans des types spécifiques d'activités. Nous pouvons donc essayer de rouvrir ceux qui peuvent avoir un effet sur la reprise sans augmenter de façon disproportionnée le risque, puis essayer de surveiller attentivement la situation.

Bien sûr, en même temps, nous essayons de créer des mécanismes de sécurité, comme en Colombie, où le PNUD a appuyé un projet visant à fabriquer des masques qui peuvent être utilisés par les gens pour être moins exposés à une contagion potentielle dans certains secteurs. Et ces masques sont maintenant produits de façon plus massive, ce qui est positif. Il y a aussi ces éléments qui peuvent rendre le retour au travail plus sûr alors que nous cherchons une solution médicale au problème médical, au problème de santé. Et au bout du compte, nous espérons qu'il y aura une solution médicale, mais entre-temps, nous devons absolument équilibrer, je dirais, ces deux éléments. L'impact économique des secteurs qui peuvent avoir un multiplicateur plus élevé mais tout en contrôlant les niveaux de risque.

Et certainement ce que nous ne devons pas oublier, et nous ne devons pas abandonner, c'est protéger de manière très proactive les groupes vulnérables. Je vous le disais, les femmes du secteur informel. Des groupes vulnérables qui ont moins de capacité de générer des revenus dans cette situation et n'ont pas accès à l'assurance-chômage ou à un salaire. Vous devez donc maintenir leur capacité de ne pas tomber vers des niveaux plus profonds de pauvreté. Donc, maintenir cette priorité très claire sur le soutien à ces populations. Dans certains cas, des personnes qui ne sont pas pauvres et normalement pas admissibles à ce genre de programmes, mais vous ne voulez pas qu'elles tombent dans la pauvreté. Vous devez donc les soutenir. Et j'insisterais sur les entreprises, afin qu'elles ne tombent pas en faillite et détruisent ensuite la base économique de la reprise. Parce que plus les entreprises font faillite et l'emploi est détruit, plus il sera difficile de revenir à la normalité économique. Plus il faudra de temps. Vous devez donc protéger ce type d'emploi.

Et tout cela nécessite, encore une fois, un financement. Et la communauté internationale peut jouer un rôle très important dans le soutien aux pays particulièrement pauvres, de sorte que nous puissions avoir un effet relativement moins nocif. Quoi qu'il en soit, comme nous le savons, cette période sera certainement considérée comme la période économique la plus difficile depuis un siècle.

Il y a là beaucoup de choses à penser, beaucoup d'idées à assembler. Directeur Lopez-Calva, nous vous sommes très reconnaissants d'être venus à notre cours et nous avoir fait partager vos vues. Au nom de tous nos étudiants du monde entier, merci beaucoup.

Merci pour l'occasion.